

[Texte]

Mr. Dingwall: On a point of order, Mr. Chairman, we would concur with the chairman. We believe the media should have full access to all members of this committee. We are not in a cloak of secrecy, none whatsoever. We would appreciate the media's coming in, taking pictures and listening to us, reporting our style.

The Vice-Chairman: There are not enough speeches. Does anybody else have any objections? Okay, you can carry on as long as you do not obstruct the meeting.

Now, your 10 minutes are up. The Minister may respond as she sees fit, but I cannot allow any further questions because you have used up your 10 minutes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, in the estimates this year there is an allocation from the Canada Works Program cutting out the \$250 million allocated for this year and next. There is a tail running into next year, as those who are familiar with the Canada Works Program know. When you start projects in January, February or December of any particular fiscal year, they run on into the next year. That comes altogether to some \$250 million; \$80 million of that will be allocated for 1984-1985. Some of it will carry over because there will be a number of these projects which, as I am sure you know, as you meet with your different constituency advisory boards, are for a period of time which carry them into May, June or July of next year.

• 1635

Ms Copps: Just to clarify that, was that \$250 million per year?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Per year?

Ms Copps: Was it \$250 million per year allocation?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It was \$430 million all together, \$250 million of which is for Canada Works and \$180 million of which is under Section 38 of the UI fund. The Canada Works Program is a program which is developed each year. There was no development of it unfortunately this year by the previous government. When I came to office there were no moneys whatsoever allocated for Canada Works this winter. So I went to my colleagues, and we agreed jointly that the need, whether it was in Kingston and the Islands or in Hamilton East or throughout Cape Breton, was very great and that we should put such a program into place for this winter, and that is what we have done.

I may say that there are two aspects of that which will be announced and I will be glad to indicate to the members that these announcements will be forthcoming shortly. One has to do with the allocation for Canada Works that relates to native peoples. As some who have been here in the past know, that is not a constituency allocation. It cannot be based on constituency. It is allocated by province and then, through the status and non-status groups is allocated to those particular individu-

[Traduction]

M. Dingwall: J'invoque le Règlement, monsieur le président, pour dire que nous sommes d'accord avec le président. Les médias devraient avoir accès à tous les membres du Comité. Nous n'avons rien, absolument rien à cacher. Nous apprécions que les médias viennent nous filmer et nous voir à l'oeuvre.

Le vice-président: Il n'y a pas assez d'allocutions. Y a-t-il des objections? Très bien, alors, allez-y à condition de ne pas interrompre la séance.

Vos 10 minutes sont écoulées. La ministre peut répondre comme elle voudrait, mais je ne puis vous permettre d'autres questions car votre temps est écoulé.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, il y a une affectation de crédits au Programme Canada au travail dans le budget de cette année excluant les 250 millions de dollars prévus pour cette année et l'année prochaine. Les crédits couvrant les deux années se recourent, comme le savent déjà ceux d'entre vous qui connaissent le programme. Les projets commençant en janvier, février ou décembre d'un exercice financier donné chevauchent toujours l'année d'après. Mais le total de tous les crédits s'élève à quelque 250 millions de dollars dont 80 millions de dollars seront dépensés en 1984-1985. Certains de ces crédits seront reportés car, comme vous le savez sans doute suite à vos réunions avec les conseils consultatifs de vos circonscriptions respectives, il y a des projets qui resteront en vigueur jusqu'en mai, juin ou juillet de l'an prochain.

Mme Copps: Alors, il s'agit bien de 250 millions de dollars par an?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Par an?

Mme Copps: Vous avez bien dit que les crédits s'élevaient à 250 millions de dollars par an?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'était un total de 430 millions de dollars dont 250 millions de dollars sont destinés à Canada au travail et 180 millions de dollars au fonds d'assurance-chômage en vertu de l'article 38. Le Programme Canada au travail est établi tous les ans. Malheureusement, le gouvernement précédent n'y avait pas prévu de fonds cette année. Donc, lorsque je suis devenue ministre, il n'y avait aucun crédit réservé à Canada au travail pour l'hiver. Donc, j'en ai discuté avec mes collègues et nous nous sommes tous mis d'accord sur le fait qu'il y avait un grand besoin partout, que ce soit à Kingston et les Îles, dans Hamilton Est ou partout au Cap Breton et qu'il fallait mettre le programme en vigueur avant l'hiver. Et c'est cela que nous avons fait.

Je me permets de vous signaler que j'entends annoncer sous peu deux affectations de crédits spéciales. La première touche les peuples autochtones. Comme certains d'entre vous le savent déjà, les affectations de crédits en vertu de Canada au travail ne se font pas en fonction des circonscriptions. Elles sont faites par province et, ensuite, destinées à des particuliers par des groupes inscrits et non inscrits. Cette mesure sera annoncée au cours des prochains jours.